



{BD}

« La drôle de rentrée de NOUR (9 ANS) »

Entre août 2017 et août 2019, environ 15 familles (71 personnes dont 38 enfants), appartenant à la minorité ethnique des *Ḍoma* du Levant, ont vécu dans un immeuble inhabité à Saint-Denis en région parisienne. Les appartements squattés étaient contrôlés par un marchand de sommeil qui n'hésitait pas à recourir à la menace de l'expulsion en cas d'impayé. Deux ans après leur arrivée dans le bâtiment, les 15 familles ont été expulsées par les autorités, beaucoup d'entre-elles se sont retrouvées à la rue. Un campement d'urgence s'est installé dans le square municipal à proximité, à l'initiative des familles et de citoyens solidaires réunis en comité de soutien.

La bande-dessinée relate cette histoire en suivant Nour, une petite fille de 9 ans s'apprêtant, comme 12 autres enfants, à faire sa première rentrée à l'école en France quelques jours après l'évacuation du squat. Elle a été créée par Vincent Croguennec, illustrateur plasticien et membre actif du comité de soutien. Sa bande-dessinée se diffusait dans la ville comme un tract appelant au soutien des familles à la rue, notamment en signant une pétition pour leur relogement. Le lien vers la pétition, n'étant plus d'actualité, a été remplacé par l'épilogue de l'histoire de Nour. La problématique du mal-logement est, quant à elle, toujours d'actualité.



Nour vivait à Saindoni, du pays des droits de l'homme depuis 2 ans. Elle habitait un bâtiment insalubre avec sa famille qui s'appelait RURASPAIL.



15 familles y vivaient. Elles avaient fuit leur pays ravagé.



Sur le chemin de l'école, Nour avait perdu un petit frère.

PAS D'ARGENT, PAS DE SOIN. BEYROUTH HOSPITAL



Ils étaient passés par beaucoup de frontières, de douleurs, d'humiliations avant de trouver un abri, RURASPAIL...

En arrivant au pays des droits de l'homme, l'autorité leur dit :



Votre pays est en guerre, des proches sont morts et cetera et cetera, j'entends. Mais comprendre rien que si votre situation est compliquée, l'administration, c'est aussi.

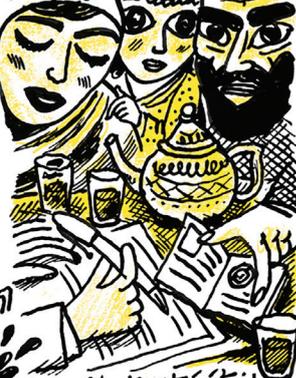
Remplissez-moi ça. Des experts diront si vous méritez l'asile.



Puis les familles trouvèrent un monsieur qui leur loua les chambres à RURASPAIL. On ne peut pas accueillir toute la misère du monde, dit-il, mais si vous payez cash...



Par chance, la famille de Nour rencontra des gens pour l'aider à remplir les papiers. « DEMANDA SILE » dans la langue du pays des droits de l'homme qu'elle n'a pas apprise dans son pays en guerre natal.



Mais l'autorité était exigeante en matière d'accès au pays des droits de l'homme.

PAS DE RAISONS SUFFISANTES POUR ACCORDER NOTRE PROTECTION!

Entre refus, recours, attente ou protection temporaire, les familles aimaient Saindoni. Elles avaient un toit, il ne pleuvait pas de bombes et leurs enfants se portaient bien...



POULICE! SOULEIL! CHAPITO! OH MY GOD!

Bientôt, les enfants trouvaient le chapiteau RATGANAWAK. Ils apprenaient choullat le français avec des jeux, du cirque, des dessins, du théâtre, du rap...



C'est là que Nour eut son premier cartable. Des adultes lui montrèrent le chemin de l'école: Elle était scolarisée!



Nour adorait l'école, sa maîtresse, la cantine et ses nouvelles amies. Elle faisait de grands progrès.

Les familles apprirent un jour que leur loueur était un marchand de sommeil. Ils portèrent plainte contre lui.



Le vrai propriétaire c'est FREHA, bailleur social appartenant à la grande famille EMMAÛS. FREHA a traduit les familles, ou plutôt les squatteurs, en justice pour donner l'expulsion de RURASPAIL. Top!



Défenseuse de valeurs morales sans tache, la puissante famille EMMAÛS dit qu'elle développe des solutions originales pour lutter contre l'exclusion... Dans le sillage des combats menés par l'Abbé Pierre, le 29 août 2019, une solution originale fut menée avec le concours de la prefecture.



La police avait des armes pas trop létales pour montrer qui décide du pays des droits de l'homme.



Elle a crié fort, bouculé, cassé les WC et chassé tout le monde en quelques minutes.



Puis elle a jeté les affaires des méchants squatteurs dans une grande poubelle et enfin elle a muré RURASPAIL.



Ici, on traite mieux les chiens que nous, dit le cousin Amir à Nour.



Des citoyens solidaires créèrent un comité de soutien. Ils apportèrent de quoi s'abriter pour la nuit: un campement d'urgence s'établit au parc à côté de RURASPAIL.



Nour faisait désormais partie d'un chiffre: 38 enfants jetés à la rue à 4 jours de la rentrée scolaire...



Considérant sûrement qu'au-delà de 3ans, ce n'est pas méchant de dormir dehors, la prefecture proposa un logement d'urgence aux 4 familles ayant un enfant tout petit petit. Pour les autres: rien.



Il y eu des manifestations et la mairie finit par accepter de dialoguer avec le collectif. En attendant, Nour faisait sa rentrée.



La mairie, la fondation Abbé Pierre (tiens tiens?) et le département se mirent d'accord pour héberger les familles 1 mois, le temps pour une doxo, Alteralia, de dresser un bilan complet des situations. La prefecture a refusé de participer au dispositif.



Le 13 OCTOBRE, Nour, les 37 autres enfants et les adultes seront de nouveau à la rue. La prefecture refuse tout dialogue. Si, citoyen de ce pays qui se dit 'des droits de l'homme' (tout en les baloutant de plus en plus outrageusement), tu considères que l'attitude de l'état est absolument INDIGNE, fais-le savoir: